

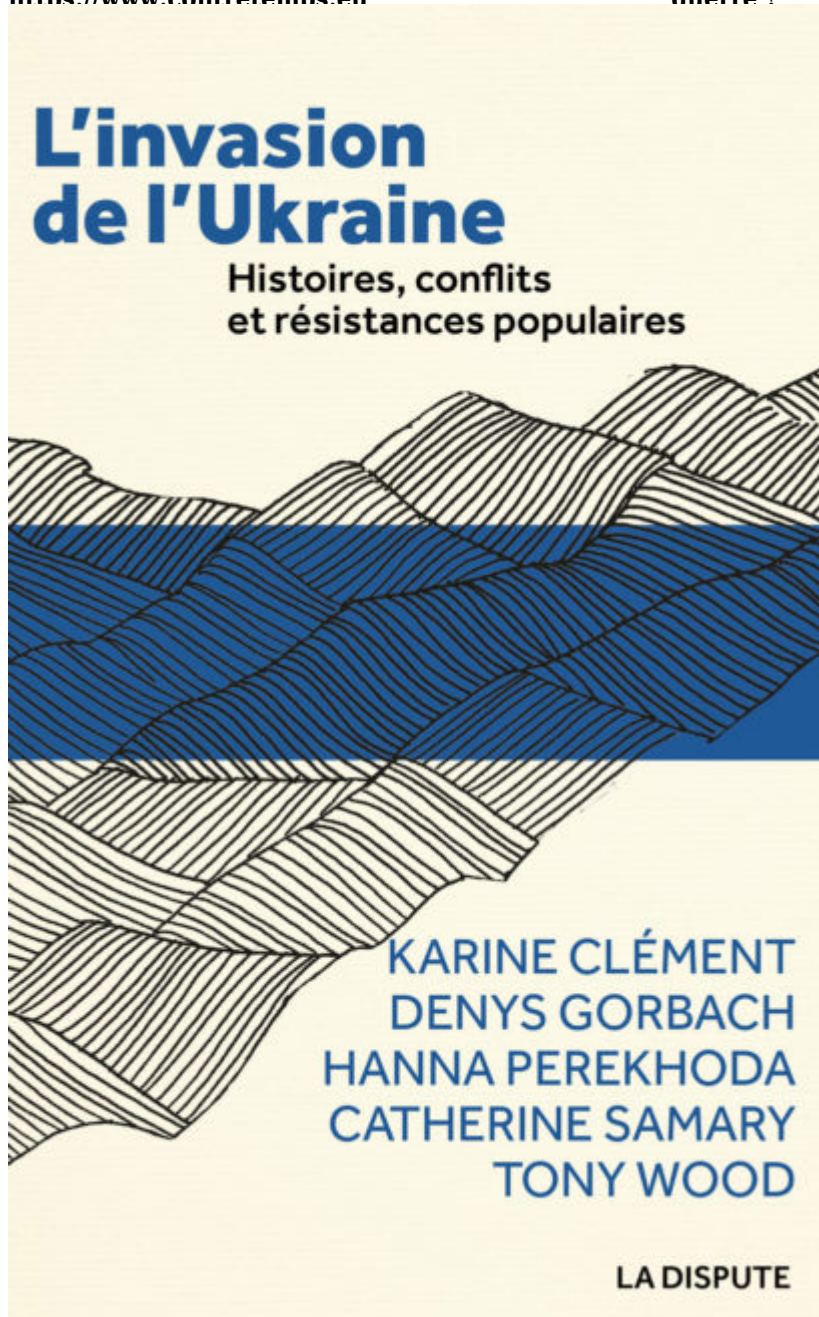
Ce texte est un extrait de l'entretien conclusif de l'ouvrage collectif [L'invasion de l'Ukraine. Histoires, conflits et résistances populaires](#), récemment paru aux éditions La Dispute.

Ce livre propose d'éclairer les enjeux politiques de la guerre en cours en Ukraine à la lumière de recherches sur la matrice historique qui a conduit à cette guerre (Tony Wood) – conduisant à une analyse qui est ensuite remise en question dans les autres chapitres et critiquée dans l'entretien conclusif –, sur la question de l'autodétermination des peuples et notamment du peuple ukrainien (Catherine Samary), sur l'histoire du projet impérial grand russe dans la mesure où elle éclaire notamment la justification idéologique de la guerre par Poutine (Hanna Perekhoda), sur les évolutions de l'économie politique de l'Ukraine de 1991 à la veille de la guerre en 2022 (Denys Gorbach) et sur les réactions de la société russe face à la guerre (Karine Clément).

Le livre se conclut par un entretien, réalisé le 29 août 2022, qui permet aux autrices et à l'auteur directement associé.e.s à la conception de cet ouvrage d'engager une discussion croisée à partir de leurs textes et d'y ajouter des précisions et arguments dépassant le cadre de leurs chapitres respectifs.

Dans cet entretien, intitulé « Ukraine / Russie : de la guerre, des peuples et de l'impérialisme », Karine Clément, sociologue spécialiste des mouvements sociaux en Russie, Denys Gorbach, politiste spécialiste de l'économie politique ukrainienne, Hanna Perekhoda, politiste spécialiste des relations russo-ukrainiennes, et Catherine Samary, économiste et politiste spécialiste des Balkans et de l'Europe de l'Est, discutent donc, à partir de leurs contributions à l'ouvrage, de la situation humaine, militaire et politique (à la fin de l'été 2022) et des dynamiques qu'elle a provoquées en Ukraine et en Russie. Cela les conduit à approfondir et confronter leurs arguments respectifs au sujet de la lutte des classes, de la conscience nationale et du projet impérial dans la Russie contemporaine.

Dans la dernière section de cet entretien que nous publions ici, intitulée « Quels passés, quel avenir de la guerre? », les autrices et l'auteur abordent les questions des débats politiques (et d'interprétation historique) qui traversent la gauche au niveau mondial, à propos notamment des continuités et discontinuités entre l'URSS et la Russie post-soviétique d'une part, du rôle de l'OTAN dans le conflit en cours, d'autre part, et enfin des tâches de l'anti-impérialisme et de l'internationalisme aujourd'hui. Elles et il discutent ensuite les scénarios possibles pour l'avenir, et ce qu'il est possible d'espérer du point de vue des visées de l'autodétermination des peuples et de l'émancipation sociale en Ukraine, en Russie et dans le reste du monde.



Catherine Samary – Hanna [Perekhoda] a souligné qu'il y avait, à l'extérieur des pays concernés, une très grande ignorance de ce qu'est l'Ukraine, et j'ajouterais aussi de ce qu'a pu être l'histoire de long terme de la Russie. Mais il y a aussi de grandes divergences, qui subsistent aujourd'hui et traversent y compris la gauche, y compris les marxistes, y compris celles et ceux qui sont antistalinien·ne·s, à propos de l'analyse de ce qu'était l'URSS. Ces divergences concernent notamment les questions imbriquées – aujourd'hui on dirait intersectionnelles – nationales, sociales (au sens large, associée aux divers rapports d'oppression de classe, genre, culture, etc.), politiques, dans la construction d'une union qui se décrivait comme socialiste. Le chapitre d'Hanna évoque à juste titre le fait que, contrairement à ce que dit Poutine, l'Ukraine n'a pas été créée par Lénine – qui a dû reconnaître l'existence d'une république populaire ukrainienne créée dans la foulée de la révolution d'Octobre, mais aussi contre les bolcheviks dans un premier temps. Pour la gauche marxiste et la gauche internationale, cette question nationale ukrainienne, à l'époque et jusqu'à aujourd'hui, n'est en rien clarifiée. Mais j'indique dans mon chapitre l'apport du marxiste ukrainien Roman Rosdolsky (qui s'est rapproché, contre Staline, de la Quatrième Internationale et en a marqué la culture) ainsi que la poursuite des recherches

et réflexions actuelles sur les dimensions oppressives de l'URSS. Mais ce sont des débats loin d'être connus et mutualisés à gauche. Cette question nationale a été également très importante – bien que non clarifiée – dans la construction de la Yougoslavie socialiste sur laquelle j'ai travaillé. C'est aussi pourquoi je pense intéressant de rapprocher les problèmes posés à la gauche face à l'éclatement de l'ex-Yougoslavie et de l'URSS. D'ailleurs, on sait que Poutine a examiné avec attention le traitement par les instances internationales et l'OTAN de la question du Kosovo et de la Bosnie-Herzégovine. Et on a tout intérêt à mettre à plat – avec leurs différences et points communs – ces conflits non réglés qui ont suivi 1989...

Concernant l'histoire de la Russie, je pense qu'il y a un débat à approfondir, entre ce que soutiennent les chapitres de Tony Wood, d'Hanna, de Denys et de Karine. Disons, pour aller vite, qu'il s'agit notamment d'affiner l'analyse des éléments de continuité mais aussi de discontinuité, et les différences majeures dans la forme et le contenu des rapports de domination entre le passé et le présent, entre l'empire russe, l'URSS, les différentes phases de l'URSS puis sa décomposition et le régime de Poutine aujourd'hui. Dans un texte récent[1], je soulignais qu'il pouvait être important de comprendre le caractère spécifique de l'impérialisme proprement « capitaliste » – par différence avec des relations impériales antérieures, et des rapports de domination bureaucratique non capitalistes en URSS ou ailleurs. Mais ces différences ne signifient pas qu'un rapport de domination dans un pays qui se réclame du socialisme et a supprimé certains traits du capitalisme serait « moins grave », ou moins violent. Je dirais même, que c'est plus important pour l'avenir et la crédibilité d'un projet socialiste.

En ce qui concerne les rapports sociaux de domination en URSS j'apprécie beaucoup les apports de Michael Lebowitz sur « les contradictions du socialisme réel » qui permet à la fois de souligner le caractère oppresseur et aliénant du règne du parti unique « au nom des travailleur·se·s » – mais aussi le besoin d'une légitimation et de gains sociaux concrets qui les valorise « au nom du socialisme ». Sur le plan social, national, identitaire, politique, Svetlana Aleksievitch, dans *La Fin de l'homme rouge*[2], a bien décrit quelque chose comme l'homme soviétique, une forme d'identité qui valorise les travailleur·se·s, mais qui est en même temps profondément aliénée, oppressive de plusieurs façons. Mais non sans gains considérables de statut social d'une génération à l'autre (de la paysannerie vers les travailleur·se·s, les employé·e·s et les appareils de direction). Denys, dans ton chapitre, tu analyses de façon très intéressante la transition post-soviétique sous l'angle socio-économique à propos de l'Ukraine – et tu as raison de dire qu'il y a bien des points communs avec des traits que l'on retrouve en Russie et ailleurs. Tu soulignes les nouvelles stratifications sociales qui émergent d'abord en maintenant des protections anciennes dans les années 1990, donc de façon confuse, après le démantèlement de l'Union soviétique. Mais tu ne traites pas (cela a été plutôt mon travail de recherche, comme économiste) les transformations de la propriété, de la monnaie, de l'État dans la restauration capitaliste. Or, cela clarifierait les débats sur les discontinuités et perceptions des transformations non pas pour la Russie, mais pour ses classes populaires, se sentant humiliées. Les points clés qui rendent plus que problématiques bien des perceptions « de gauche » de la Russie par rapport à l'URSS, c'est à la fois l'insuffisante analyse critique du passé soviétique (sous l'angle des rapports sociaux) et le manque de mutualisation des analyses des mutations de l'ancienne bureaucratie devenant une nouvelle bourgeoisie. Mais il y a un problème spécifique, évoqué par Tony Wood, sur toutes les ambiguïtés de sens de ce que signifiait être « russe ». Les populations « russes » avaient en même temps un statut dominant, tout en étant traversées par des différenciations sociales propres au système.

Karine Clément – Mais on ne peut pas parler de populations russes comme ça ! Je ne crois pas qu'un·e paysan·ne de Vladivostok, par exemple, a conscience d'avoir eu un statut de dominant·e...

Catherine Samary – Il faudrait une discussion spéciale sur les paysan·ne·s – j'évoque cette question dans mon chapitre à propos de la question nationale ukrainienne. Mais ici je veux parler de la « base sociale » officielle du système – dans les grandes entreprises. Elle était « valorisée » de diverses façons – aliénante, comme je l'ai dit. J'ai de la famille en Russie, dont une partie était clairement anticommuniste. Et – cela va dans le sens des analyses de Karine – ils et elles parlaient avec mépris de ces « privilèges » accordés aux travailleur·se·s qu'ils et elles présentaient comme « *bezgramatny* », un terme méprisant proche d'illettrés. J'entendais dans leur bouche les mêmes discours dominants des écoles néolibérales, contre « la mentalité d'assisté » et les protections sociales « antimodernes » qui empêchaient de s'adapter à la transformation capitaliste... N'est-ce pas le discours aujourd'hui entendu en Ukraine pour justifier la remise en cause des lois sociales héritées de l'ancien système ? Donc il y a une combinaison d'attaques sociales frontales contre l'ensemble des classes travailleuses, de montée d'une idéologie de mépris à l'égard des ouvrier·ère·s et de remise en cause des anciens rapports nationaux qui marquaient l'URSS et sa planification.

Dans son chapitre, Tony Wood n'étudie pas cela et ne met pas en évidence les scénarios concrets du démantèlement de l'URSS. Comment les rapports entre la Russie et les nouveaux États indépendants étaient-ils perçus ou espérés ? C'est évidemment radicalement différent du côté des républiques baltes qui avaient été incorporées de force en URSS, par rapport à l'Ukraine. Comment la décentralisation accentuée par l'indépendance y a-t-elle été perçue du côté de la classe ouvrière à l'époque ? Tout espoir qu'il s'agirait d'un cadre plus favorable à un contrôle par les classes populaires de leurs conditions et choix de production a été remis en cause par les deux grandes étapes que décrit le chapitre de Denys : celle des années 1990 (qu'il appelle la décennie de « survie ») puis les années d'émergence d'une société pluraliste oligarchique.

Denys Gorbach – Cependant, on n'a pas affaire à la même forme de pouvoir oligarchique en Russie et en Ukraine.

Catherine Samary – Oui, bien sûr ! La Russie de Poutine, de plus en plus, et maintenant plus que jamais, voit un État central et fort se reconstituer sur le plan national et international, avec des dimensions militaires très importantes, bien sûr, que n'ont pas les autres pays – et de plus, l'arme des ressources énergétiques. Cela fait suite à la phase eltsinienne de la Russie post-soviétique, caractérisée par une destruction de la planification et par un partenariat avec les États-Unis et l'OTAN – que ne souligne pas la « matrice » de Tony Wood, qui tend à présenter la Russie face à l'occident comme si elle avait été « humiliée » et démantelée économiquement de l'extérieur, sans choix des pouvoirs dominants russes sur le dos des populations. Je souligne dans mon chapitre que le maintien et la consolidation initiale de l'OTAN ne se sont pas faits contre la Russie, mais par rapport à l'unification allemande et à la construction de l'Union européenne. Les pays d'Europe de l'Est et la Russie s'inscrivaient dans un « partenariat avec l'OTAN », aux finalités peu claires. J'évoque aussi la première guerre de l'OTAN (à propos du Kosovo) en 1999, initialement sans mandat de l'ONU mais qui a failli faire éclater l'OTAN et n'aboutit à un accord de cessez-le-feu mettant en place un protectorat réinsérant l'ONU et son conseil de sécurité (donc la Russie) dans le processus...

La phase poutinienne à partir des années 2000, est d'abord un tournant économique et institutionnel après la crise financière de 1998. Non sans être inspiré par l'exemple chinois, Poutine reconstitue un État capitaliste capable de maîtriser sa monnaie et ses oligarques – ce qui n'a pas de rapport avec l'OTAN : Poutine partage même explicitement dans son idéologie le nouvel ennemi cible des « guerres de civilisation » de l'OTAN – le terrorisme islamiste, « légitimant » par exemple sa nouvelle guerre en Tchétchénie. Il tente de construire sa « zone d'influence » avec l'Union économique eurasiatique – et son instrument de police militaire défenseur des pouvoirs autocratiques alliés, l'OTSC[3]. Et à la veille de son offensive de 2022, comme Hanna et moi l'avons rappelé dans nos chapitres, il se réclame à la fois de Staline et de l'empire russe – contre Lénine et la classe ouvrière, pour mettre fin à l'aberration selon lui d'une Ukraine indépendante et la ramener au sein du « peuple russe ». Quel rapport y a-t-il là avec l'OTAN et une prétendue menace imminente contre la Russie ?

Hanna Perekhoda – Ce que tu dis, Catherine, me donne l'occasion d'ajouter un commentaire, sur le texte de Karine, avec qui je suis paradoxalement le plus en désaccord et le plus en accord, et aussi sur le texte de Tony Wood, qui pose un certain nombre de problèmes. Pour comprendre cette guerre, il y a, dans les divers chapitres de notre livre, un maillon manquant, qui est une analyse approfondie du système politique russe en lui-même. En effet, pour moi, les causes de cette guerre ne sont pas à chercher en Ukraine, mais à l'intérieur de la Russie. En effet, Poutine ne mène pas cette guerre contre l'OTAN ou l'Occident. Au final, les tensions géopolitiques sont pour lui une aubaine à laquelle il n'a aucune raison de renoncer, au contraire ça rend son pouvoir légitime. Poutine mène la guerre contre la capacité du peuple d'être agent de son propre destin, contre l'idée que le peuple peut faire tomber le régime, peut décider de son propre sort – et ça, Karine, tu l'as mentionné. Mais tu ne vas pas jusqu'à l'idée que la volonté d'étouffer cette subjectivité politique des peuples, aussi bien russe et ukrainien, est une des motivations principales de l'invasion. C'est ma lecture des causes de la guerre, que je n'ai pas exposée dans mon chapitre car ce n'était pas le sujet. Karine a raison de rappeler que les inégalités sociales de la Russie sont parmi les plus élevées au monde. La fonction presque unique de l'État russe est de protéger à tout prix le pouvoir de la mafia qui s'est emparé de l'appareil d'État, pour qu'elle puisse continuer de piller les richesses, en toute impunité. On pourrait se demander, dès lors, pourquoi Poutine s'engage dans une guerre, alors qu'il pouvait continuer de pomper tranquillement le gaz et le pétrole, de le vendre à l'Europe et de continuer à s'acheter des villas sur la Côte d'Azur ? Pour moi, la réponse, et Karine le dit, c'est que les Russes, de plus en plus, n'en peuvent plus de cette situation. Poutine le sait très bien. On constatait, quelques années avant la guerre, une capacité de mobilisation de plus en plus présente dans la société russe. Poutine s'est retrouvé donc dans un piège. En devenant plus inégalitaire, son régime devient plus fragile, il ne peut donc durer qu'en devenant plus dictatorial et répressif, et la guerre est une issue inévitable ou en tout cas prévisible pour les régimes de ce type qui la considèrent comme une dernière possibilité de serrer les rangs à l'intérieur du pays. Au final, ce qui compte vraiment pour lui, ce n'est pas tant l'Ukraine, mais c'est la préservation de son pouvoir de plus en plus instable en Russie. C'est donc aussi pour ça que Poutine s'est lancé dans cette fuite en avant, pour éviter que les Ukrainien·ne·s ne puissent plus jamais montrer aux Russes, par leur exemple, comment se mobiliser et construire une société plus démocratique. Le chapitre de Tony Wood, malgré sa prétention holistique, ne prend pas en compte cette dimension-là.

Denys Gorbach – C'est peut-être le bon moment pour interroger l'idéal politique d'un « monde multipolaire », tant répandu parmi la gauche ces dernières décennies qu'il est aujourd'hui quasiment hégémonique. Souvent, il est utilisé pour justifier les pires dérives, y

L'invasion de l'Ukraine : quels passés, quel avenir de la

<https://www.contretemps.eu>

guerre ?

redaction

compris les aventures russes en Syrie et en Ukraine. Et en quoi consiste-t-il en fait ? Il s'agit d'un monde similaire à celui de 1914, partagé entre plusieurs grandes puissances dont la concurrence pour les zones d'influence plonge les populations dans des guerres interminables. C'est un monde sanglant, brutal, dominé par des Trump et des Orbán. Un monde où un « concert européen » ou une « entente cordiale » se prononce sans gêne sur le sort de leurs colonies et voisins plus faibles.

Cette utopie, en réalité réactionnaire, est née dans les années 1990, quand la chute de l'URSS a laissé un trou dans la vision du monde de la gauche stalinienne. Au lieu de lutter pour un monde plus juste socialement, plus démocratique et pacifique, cette gauche s'est donnée pour objectif un monde où il y a plusieurs blocs politico-militaires agressifs, de sorte qu'ils se contrebalancent. Pour reprendre l'aphorisme de Che Guevara, il s'agit de créer « deux, trois, plusieurs OTAN ». C'est une démocratie en un sens, mais une démocratie pour les élites. Cette idée est bien présente dans le récit de Poutine, qui veut effectivement être admis dans le club des dirigeants du monde entier, comme il l'imagine. Mais c'est très loin de tout ce qui est de gauche ou progressiste à mon avis.

La Dispute – On en arrive à cette question, dont nous étions convenus de parler pour finir : quelles pourraient être les conséquences d'une défaite de l'armée de Poutine ? et au-delà, quel pourrait selon vous être le meilleur scénario pour l'avenir ?

Denys Gorbach – Du côté ukrainien, c'est assez simple, il n'y a rien d'heureux dans aucun scénario. La guerre n'a pas seulement détruit des dizaines de milliers de vies, elle n'a pas seulement anéanti des villes entières et, en passant, l'économie d'un énorme pays. Certes, il y a cela, le traumatisme collectif qui affecte profondément le psychisme d'une quarantaine de millions de gens – et qui va se reproduire chez des nouvelles générations, car de tels événements rentrent dans les récits collectifs. Mais il y a quand même une différence non négligeable entre plusieurs possibles issues de cette guerre. Si l'Ukraine l'emporte, si la fin de la guerre est plus humiliante politiquement pour la Russie que pour l'Ukraine, cette dernière aura une chance – mais ce n'est pas garanti bien sûr – de développer ce moment actuel de consolidation populaire, pour construire quelque chose qu'on appelle parfois la nation. Une victoire pourrait permettre de trouver un point commun sur lequel les populations diverses culturellement pourraient se réunir et passer de cette démocratie oligarchique des années 2000, que j'ai décrite dans mon chapitre, à une lutte politique classique, ouvrant la voie à la lutte des classes. Mais ce n'est pas certain du tout. Il peut arriver beaucoup de choses. Je pense à ce que deviendra le président néolibéral Zelenskyi après la guerre : il peut devenir le Napoléon qu'il a déjà joué dans un film, mais c'est tout aussi possible qu'il disparaisse de la scène politique aussi vite qu'il y a fait son apparition en 2019.

Dans le cas d'une défaite de la résistance ukrainienne, le scénario est beaucoup plus défini, modelé sur beaucoup d'exemples historiques. La défaite militaire serait le cadeau pour les vrai·e·s nazi·e·s, qui existent bien en Ukraine, comme un peu partout, mais qui ne sont pas très héroïsé·e·s jusque-là. Mais si le gouvernement actuel est forcé de faire des concessions trop importantes, ce sera l'occasion pour les nationalistes de développer le récit classique d'une trahison des élites civiles corrompues et, pourquoi pas, de saisir le pouvoir. Donc à mon avis, pour l'Ukraine, il y a le choix entre ce scénario cauchemardesque, et le premier scénario, celui du moins pire...

Karine Clément – Puisqu'il est question du meilleur avenir possible, je vais me lancer dans un scénario utopique. Mais d'abord, je dirais que je ne vois pas la guerre finir bientôt – malheureusement, elle va s'enliser, donc faire du mal aux deux sociétés. Je vois donc un grand nombre d'issues négatives, dramatiques... mais en y réfléchissant, je ne vois qu'une

L'invasion de l'Ukraine : quels passés, quel avenir de la guerre ?

<https://www.contretemps.eu>

redaction

seule perspective positive, liée aux capacités de résistance interne en Russie, pour mettre fin à la guerre non seulement en Ukraine mais aussi à toutes les batailles intérieures à la Russie dont j'ai parlé. On peut imaginer une révolution qui ne mettrait pas seulement dehors Poutine, mais aussi tout le système qui est construit autour de lui. Si Poutine n'est plus là, mais qu'on ne change pas de système, la guerre pourra toujours continuer... il faudrait, donc un changement de système initié par le peuple d'en bas. Comment en arriver là ? On ne peut pas le savoir, ni le décréter, mais en tout cas je pense que les gauches occidentales, pour s'en tenir à elles, devraient avoir leur rôle à jouer, à condition de penser de manière moins géostratégique - bloc contre bloc ou gouvernement contre gouvernement.

Catherine disait tout à l'heure qu'il faut penser de manière intersectionnelle, penser les classes avec le genre, c'est vrai, mais il faut aussi insister sur les rapports de classes. Et quand même, à propos de l'Ukraine ou de la Russie, on ne voit et on ne parle que de Zelenskyi, de Poutine, et du côté russe on entend surtout les intellectuel·le·s, qui justement transmettent ce discours impérialiste dont on a parlé, ou bien qui peuvent s'afficher anti-impérialistes - pour celles et ceux qui ont émigré, mais on n'entend qu'elles et eux. Quid du reste de la population, de ceux et celle à qui l'on a confisqué la parole, et ce depuis longtemps ? Il faut que la gauche, ici et ailleurs, apprenne à nouveau à entendre les classes populaires, à s'intéresser à la lutte des classes par en bas.

Catherine Samary - Par en bas, comme dit Karine, j'espère qu'on pourra dépasser les oppositions piégées et les regards qui oublient une des dimensions des oppressions vécues, passées et présentes. Et contre cette sale guerre, il faut tout faire - même s'il n'y a aucune garantie de succès - pour qu'il y ait une défaite de l'agression poutinienne, grand-russe ; mais une défaite qui soit fondamentalement due à la résistance d'une population ukrainienne défendant sa dignité et sa survie, en même temps que des rapports égalitaires en son sein et avec tous les autres peuples. Une défaite qui serait aussi une victoire en Russie pour les femmes qui y défendent un pacifisme salutaire, pour les hommes qui refusent de s'enrôler, pour les militants, hommes et femmes, anarchistes, socialistes qui se reconnaissent dans le combat de la gauche ukrainienne contre les oligarques et profiteur·se·s de guerre, de tous les pays, destructeurs des droits humains et de la nature. Une défaite qui permette de mettre à l'ordre du jour la dissolution effective de tous les blocs militaires - OTAN comme OTSC.

Hanna a raison de dire que Poutine avait peur de soulèvements populaires qui « dégagent » des autocrates - c'est une crainte qui l'a rapproché évidemment de ses collègues du Bélarus et du Kazakhstan. Les populations de tous ces pays alliés à la Russie de Poutine devraient pouvoir trouver dans la résistance ukrainienne un exemple pour elles-mêmes. Tout va dépendre de ce qui se construit pour les lendemains de guerre. C'est pourquoi je mets l'accent pour conclure sur le choix de notre réseau européen de se lier, par en bas, indépendamment de tous les pouvoirs d'État, à la petite - mais combien essentielle - gauche socialiste ukrainienne en construction, associée aux pacifistes du Bélarus et de Russie. Elle est essentielle, parce qu'elle porte une critique radicale tant du passé tsariste que stalinien ; parce qu'elle se bat donc pour la souveraineté populaire de l'Ukraine contre l'agression grand-russe en défense de droits fondamentaux ; parce qu'elle y intègre les combats pour une justice sociale et environnementale qui ne peut être que planétaire. C'est dire qu'à partir d'actions solidaires de cette résistance, on peut aussi nouer et inventer sur le plan européen et international d'autres relations humaines et politiques à toutes les échelles territoriales où se décident - sur notre dos - les grands choix.

Hanna Perekhoda - Je pense que l'analyse en termes de classes est indispensable. Car si

on l'applique de manière cohérente, on s'aperçoit qu'on ne vit pas dans un monde d'entités abstraites qui s'affrontent sur une scène géopolitique. La guerre en Ukraine a lieu dans un monde où les élites politiques et économiques des pays riches du Nord, toujours en quête des profits rapides, achètent des hydrocarbures chez les autocrates qui tuent les civil·e·s dans des guerres atroces, répriment dans le sang les mouvements populaires et empoisonnent leurs opposant·e·s politiques, en chérissant ainsi leur sentiment d'impunité et en finançant directement leurs machines de guerre. Elle a aussi lieu dans un monde où il est considéré normal de déclarer que ces autocrates ont finalement droit à avoir leur propre « part du gâteau », en légitimant donc l'avènement d'un ordre mondial où on peut se partager les sphères d'influence pour y installer les régimes les plus oppressifs et injustes. Il va sans dire que les Français·es ne seront pas les premiers à subir les conséquences de ce partage d'influence. C'est pourquoi il est plus que jamais important d'être responsables dans nos prises de positions et de se souvenir finalement que notre solidarité doit aller aux peuples et non pas aux dirigeants des États qui se présentent comme « opprimés » ou « humiliés ».

La priorité aujourd'hui c'est d'arrêter cette guerre et surtout de rendre impossibles les autres guerres. La clé pour le faire est, à mon sens, dans notre solidarité avec les Ukrainien·ne·s dont la meilleure expression serait, à court terme, de rompre nos liens avec l'économie fossile de Poutine. À moyen terme, il s'agirait d'investir au maximum dans les énergies renouvelables, d'aller vers plus d'économie locale, diminuant ainsi notre dépendance aux hydrocarbures et mettant fin aux dérives politiques qui en découlent. Et à long terme, il faudrait remettre radicalement en question le productivisme et le modèle de croissance infini. La guerre en Ukraine est un test pour nous tous. Car si en face d'une crise aussi urgente et, si j'ose dire, facile à comprendre, la paresse intellectuelle, l'inertie politique et économique nous empêchent d'agir, alors il faut peut-être abandonner toute espoir de trouver une solution politique à la crise climatique, qui est mille fois plus grave.

Image : Des personnes restent dans une cour alors que de la fumée s'élève dans l'air en arrière-plan après un bombardement à Odessa, Dimanche 3 avril 2022 (AP Photo/Petros Giannakouris ; image coupée)

Notes

[1] Catherine Samary, « Contribution aux débats sur la situation mondiale et l'impérialisme aujourd'hui », site de l'EESF, février 2016, <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article37194>

[2] Svetlana Alexievitch, *La Fin de l'homme rouge, ou le temps du désenchantement*, Paris, Actes Sud, 2013.

[3] L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), fondée en 2002, est une union militaire regroupant la Russie, l'Arménie, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.